

(Document élaboré par 99 pasteurs, prêtres et religieuses et publié en fin janvier à La Paz. Qualifié par l'épiscopat bolivien de "fidèle à la réalité", ce document a amené le ministre de l'Intérieur de Bolivie à conseiller aux prêtres étrangers signataires (environ les trois-quarts) de faire une quête auprès de leurs paroissiens pour payer leur billet d'avion à destination de leurs pays d'origine)

"EVANGILE ET VIOLENCE"

Nous sommes nombreux dans l'Eglise bolivienne à nous sentir coupables du silence observé devant les événements qui secouent le pays. Il est vrai que l'Eglise a quelquefois élevé la voix en faveur de tous les boliviens, mais ce fut surtout pour défendre ses prêtres, ses privilèges et ses intérêts.

Nous reconnaissons qu'il s'agit là d'un silence coupable, une façon de renier le Christ présent en tout frère qui souffre.

Nous nous sommes tus par peur et par lâcheté, même si nous avons qualifié notre silence de l'euphémisme de prudence. Et nous devons reconnaître que, durant ces derniers mois, nous avons fait marche arrière puisque nous n'avons même pas pu faire totalement bénéficier les autres de la tradition d'asile qui, dans le passé de notre histoire nationale, a permis de sauver bien des vies.

Par ailleurs, des contacts amiables avec le gouvernement ont pris la forme de trêves et de compromis vis à vis de celui-ci, et le silence est devenu le garant d'une tolérance précaire. Nous avons bénéficié de privilèges dépassés pour assurer notre auto-défense, et nous avons oublié que que nos frères laïcs n'ont aucun privilège et qu'ils sont victimes de l'arbitraire dans toute sa rigueur.

En tant que chrétiens, nous ne pouvons ni ne voulons continuer à nous taire

Si l'Eglise continue à garder le silence, nous manquons à un grave devoir et nous perdons toute autorité à transmettre la Parole de Dieu par manque de solidarité avec nos frères.

Continuer à nous taire contribuerait à désorienter notre peuple pour ce qui est des notions fondamentales de juste et d'injuste. Se taire signifierait que l'Evangile n'a rien à dire à l'homme d'aujourd'hui. Se taire serait une approbation donnée à ceux qui usurpent le nom de chrétien pour exercer leur vengeance, leur haine et leur oppression.

Continuer à nous taire serait nous exposer au jugement sévère du Christ: "J'étais en prison et vous n'êtes pas venus à moi... Chaque fois que vous ne l'avez pas fait à l'un de ces petits, à moi non plus vous ne l'avez pas fait" (1). Ce serait, dans l'action, un reniement aussi grave

(1) Matthieu 25,31-46

qu'une apostasie dans l'ordre de la foi. "La parole de Dieu n'est pas captive" (2), elle n'est prisonnière d'aucun régime politique. L'Esprit du Christ nous pousse à parler car "il faut obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes" (3), même si nos paroles bousculent certaines personnes. Nous ne pouvons nous appeler disciples du Seigneur si nous ne ressentons pas dans notre chair la souffrance de ceux qui sont injustement jetés en prison ou expatriés, car "les tristesses et les angoisses des hommes de ce temps, des pauvres surtout et de tous ceux qui souffrent, sont aussi les tristesses et les angoisses des disciples du Christ" (4).

Nous sommes solidaires de ceux qui ne peuvent parler. Si nous gardons le silence, nous devenons les complices de cette situation d'injustice, et par là-même coupables devant Dieu et devant la société, car "sont également responsables de l'injustice tous ceux qui, capables d'agir en faveur de la justice grâce aux moyens qu'ils ont à leur disposition, demeurent passifs dans la crainte des sacrifices et des risques personnels qu'implique toute action audacieuse et véritablement efficace" (5).

Une histoire semée de violence

Nous pourrions mieux comprendre la situation actuelle si nous donnons un bref aperçu des événements qui se sont produits au cours des dernières décennies.

Nous ne nous attarderons pas à faire le compte des vies innombrables, celles des indigènes en particulier, sacrifiées au moment de la colonisation et de la répression, comme celles, par exemple, de Charazani, Ayo Ayo, Machaca, etc., ou des soldats immolés au cours de tant de révolutions et de guerres au nom d'intérêts qui leur étaient parfaitement étrangers. Nous nous contenterons de nous en tenir aux trente dernières années, période durant laquelle la violence s'est installée de façon systématique et progressive, faisant ainsi la preuve que toute violence est source de plus grande violence.

Nous nous contentons donc de citer quelques-uns des noms les plus récents et qui sont devenus des symboles du sang et d'une douleur immense pour le peuple bolivien:

- 1942 : le tristement célèbre massacre de Cataví;
- 1944-46: Caracollo, Caquena, Chuspipata dont la mort entraîne celle de Villarroel et de quelques-uns de ses collaborateurs;
- 1946-52: les persécutions et les victimes du Sexenio: Coati, Ichilo, Chimoré; le massacre de Villa Victoria;
- 1952-64: la terreur de la surveillance policière; les camps de concentration de Curahuara, de Carangas, de Corocoro et de Catavi; les massacres de Terebinto et de Cuartel Sucre; les luttes paysannes à Achacachi et à Ucureña-Cliza;
- 1964-69: le massacre de San Juan; les camps de concentration de Pekín, Madidi, Ixiamas, Puerto Rico; la guérilla de Nancahuazú;
- 1969-71: la guérilla de Teoponte; l'époque du terrorisme, des emprisonnements et des séquestrations; des assassinats impunis, comme ceux des époux Alexander, de Otero Calderón, de Soliz et d'autres;

(2) 2 Timothée 2,9

(3) Actes des Apôtres 5,29

(4) Constitution sur l'Eglise dans le monde de ce temps n°1

(5) Medellín, document Paix n° 18

1971-72: le massacre de l'Université de Santa Cruz, celui du nord de Santa Cruz; l'action répressive du ministère de l'Intérieur, des polices politiques et des groupes armés; les prisons de la police à Chonchocoro, Viacha, Achocalla, Madidi et Coatí.

Il faut y ajouter la longue liste des assassinats sur la voie publique, des disparus, des exilés, des attaques à main armée, des bombes et de l'usurpation incontrôlée de terres; la répression sanglante des grèves, des manifestations et des occupations de locaux; les bas salaires et les massacres blancs; le musellement de la presse et de la radio; les révolutions et les guerres civiles; la conspiration érigée en système contre les pouvoirs constitués par des groupes dont la violence est la seule voie politique.

L'égoïsme et la soif du pouvoir, la conservation du pouvoir et la peur de le perdre ont fait naître la violence au sein de notre pays. La spirale d'une violence grandissante a acquis droit de cité parmi nous et continue à armer et à détruire de façon fratricide la famille bolivienne. Nous respirons un climat de haine, de vengeance et de violence qui amène trop de jeunes de droite comme de gauche à penser que le recours aux armes est le seul moyen à leur disposition pour régler les problèmes.

Il s'est sans aucun doute trouvé, tout au long de l'histoire nationale, de nombreux exemples d'hommes et de femmes, de gouvernants et de gouvernés, qui ont consacré leur vie au service de la paix et de la justice entre les boliviens. La grande majorité de la population a également donné des preuves de son admirable valeur et de son esprit de sacrifice. Connus ou anonymes, de tels citoyens méritent notre respect et la gratitude de tous. Cependant, nous avons aussi assisté dans notre histoire au spectacle d'une violence grandissante.

Nous ne pouvons modifier le passé. Mais nous avons la grave responsabilité d'utiliser tous les moyens à notre disposition pour que le présent, et surtout l'avenir portent une marque meilleure. Nous sommes certains que de nombreuses personnes veulent contribuer à faire devenir réalité, et non rester paroles en l'air, le souhait récemment exprimé à Paul VI par le président Banzer: "Une paix basée sur la justice, la tolérance et la compréhension" (6).

Notre dénonciation de ce qui n'est ni chrétien ni humain

Nous faisons nôtres les paroles de Paul VI aux évêques latino-américains: "La violence n'est ni chrétienne ni évangélique. Le chrétien est un pacifique et il n'en rougit pas. Il n'est pas un pacifiste car il est capable de lutter" (7).

D'après ce critère, la situation de violence injuste qui est le trait dominant de notre histoire récente et contemporaine, est une situation anti-chrétienne, quoiqu'en disent ceux qui en portent la responsabilité et qui font tout pour afficher en paroles leur christianisme (8).

(6) Journal "Presencia" du 1er janvier 1973

(7) Medellin, document Paix n°15

(8) "La violence constitue l'un des problèmes les plus graves de l'Amérique Latine. On ne peut faire dépendre des impulsions de l'émotion et de la passion une décision dont dépend tout le devenir des pays du continent" (Medellin, document Paix n°15)

En nous basant sur les documents de l'Eglise (9), sur la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ratifiée par la Bolivie aux Nations Unies, et sur l'actuelle Constitution Politique de l'Etat, nous dénonçons:

1- les assassinats et les fusillades pratiquées aux diverses époques sous le couvert des autorités par des organismes tacitement tolérés par celles-ci, ou par des groupes clandestins (10);

2- les tortures physiques et morales dégradantes, y compris le viol de certaines détenues, comme moyens systématiques d'obtenir des déclarations ou de satisfaire des instincts sadiques (11), pratiquées sous les divers régimes politiques;

3- les arrestations arbitraires, très souvent par délation, vengeance ou autres motifs inavouables; l'emprisonnement pour une durée indéterminée sans que, parfois, il soit procédé à une déposition ou que soit vérifié le bien-fondé de l'accusation; l'intimidation systématique et les menaces proférées à l'encontre des familles de ceux qui sont recherchés par la police; le confinement de mineurs dans des camps de concentration; l'expulsion ou l'exil forcé de nombreux citoyens (12);

4- le refus du droit de recours effectif auprès des tribunaux compétents et impartiaux; le rejet systématique de la part du ministère de l'Intérieur, du droit de l'"habeas corpus" et du droit de défense en faveur des prisonniers politiques (13);

5- les atteintes à la liberté d'expression, malgré les garanties verbales répétées de la part de certains membres du gouvernement; les menaces et les violences contre les journaux et les stations de radio qui ont essayé d'user de cette liberté; la détention et l'exil forcé de journalistes, suite à des charges portées sans preuves; les diffamations publiques contre lesquelles il n'est pas possible de se défendre et dont le ministère de l'Intérieur ne fait jamais rétractation (14);

6- les atteintes graves et répétées au droit des citoyens de s'organiser en syndicats indépendants pour la défense de leurs intérêts; l'utilisation des syndicats à des fins personnelles ou au bénéfice de secteurs politiques particuliers; la détention, la recherche, la menace et l'exil de nombreux dirigeants paysans, ouvriers, étudiants et fonctionnaires choisis par leurs bases; l'utilisation et la corruption de certains dirigeants; la menace constante de perte de l'emploi par manque de garanties (15).

Il faut ajouter à cela toutes les autres formes de domination et d'injustice qui engendrent des situations de violence. Parmi les tensions les plus aiguës du moment, il convient de signaler les suivantes:

7- l'absence d'autonomie du pouvoir judiciaire, lequel, au lieu d'être le gardien de notre société, se voit souvent forcé de devenir un instrument dont la partialité est préjudiciable aux droits inviolables des personnes (16);

(9) Concile Vatican II, constitution pastorale sur l'Eglise dans le monde de ce temps n°73; déclaration sur la liberté religieuse n°1; Jean XXIII, Pacem in Terris n°11-27

(10) Déclaration, article 3; Constitution, articles 6 et 7

(11) Décl. art.5; Const. art.12

(12) Décl. art.9; Const. art. 7g-9

(13) Décl. art.8,10; Const. art. 16,18,19

(14) Décl. art.19; Const. art. 7b

(15) Décl. art.23; Const. art. 159

(16) Const. art. 117

8- les trafics d'influence et les malversations dans les institutions publiques;

9- la constitution de milices armées clandestines, de droite et de gauche;

10- la violation de la correspondance;

11- l'injustice dans l'affectation des emplois de la fonction publique; les massacres blancs et, dans le même temps, l'augmentation anormale et partisane de la bureaucratie d'Etat (des milliers de nouveaux postes créés au cours de la dernière année fiscale) (17);

12- l'utilisation politique du paysannat; un grand nombre de dirigeants ne viennent pas de la base, mais des changements de gouvernement; obligés d'obéir à des ordres injustes sous prétexte de service de la patrie, les paysans se voient contraints, au cours des opérations de répression, d'affronter d'autres paysans, des ouvriers et des mineurs, tous du même sang et citoyens de la même patrie;

13- les épurations successives de l'Université et la perte de son autonomie; l'engagement contractuel de professeurs de facultés qui ne sont pas toujours compétents;

14- la grave ingérence de pays étrangers aux couleurs politiques différentes (Etats-Unis, Union Soviétique, Brésil...) dans les affaires internes de la Bolivie; le chantage économique et la détérioration constante des termes de l'échange;

15- les poursuites policières contre des citoyens en raison de leurs idées et non pour des actes illégaux, ce qui est en contradiction formelle avec notre Constitution et qui répète la même erreur que celle reprochée aux opposants; celui qui est en désaccord avec les orientations actuelles du gouvernement est trop souvent traité d'extrémiste, de communiste ou de guérillero (18); tout en soulevant un juste ressentiment (19), ces poursuites manifestent aussi qu'il existe au sein du gouvernement des secteurs ou des courants incontrôlés contredisant les affirmations de chrétien et de démocratique que ce gouvernement brandit devant l'opinion publique nationale et internationale; les partis d'opposition sont l'objet de poursuites sans que soit pris en considération le fait de savoir si leurs agissements cadrent ou non avec les normes souhaitables pour notre Nation;

16- le gouvernement n'a pas hésité à menacer et même à emprisonner des prêtres, des religieux, des évêques, des pasteurs évangéliques et des laïcs qui travaillent à la promotion et à la conscientisation de notre peuple sans pour autant appartenir à un parti; loin de faire preuve de déviationnisme dans leur tâche de messagers de l'Evangile, ils travaillent au contraire à rapprocher l'Eglise et le peuple et ils sont conséquents vis à vis d'une prédication religieuse qui n'est ni aliénée ni désincarnée; on dirait que certains groupes n'acceptent la religion que si elle est parfaitement détachée de la vie ou soumise à leurs intérêts particuliers;

(17) 11.000 nouveaux postes, d'après "Ultima Hora" du 2 déc. 72

(18) "Il n'est pas rare de constater que ces groupes ou secteurs qualifient d'action subversive tout effort fourni en vue de modifier un système social qui favorise la continuation de leurs privilèges" (Medellin, document Paix n°5)

(19) "L'oppression exercée par les groupes au pouvoir peut donner l'impression de maintenir la paix et l'ordre, mais elle n'est en réalité qu'un germe continu et inévitable de rebellions et de guerres" (Medellin, document Paix n°14a)

17- la pénurie économique qui affecte de façon habituelle la majorité du peuple bolivien s'est aggravée à la suite des mesures de dévaluation de la monnaie; au cas où il ne serait pas promptement remédié aux conséquences de cette situation, celle-ci pourrait se transformer en un nouveau facteur de désordre et de violence.

Nous sommes d'accord pour reconnaître l'obligation qui est celle du gouvernement de veiller à la tranquillité des citoyens, de leur assurer une vie commune pacifique basée sur la justice, y compris par l'usage de la force dans les limites de la Constitution; mais il ne peut le faire au prix de la violation des droits de l'homme. Nous sommes également d'accord pour reconnaître que le gouvernement actuel hérite d'une situation de violence et de sujétion à des puissances étrangères; mais cela ne le dispense pas de l'obligation qui est la sienne de s'opposer au maintien de cette situation de façon digne et en créant les conditions nécessaires à la paix et à l'indépendance.

Conclusion

Il est urgent de chercher à briser définitivement cette spirale de violence. Plus nous tardons, plus les réactions sont graves et sanglantes lors des fluctuations politiques. Dieu bénira, et l'histoire reconnaîtra ceux qui auront eu l'audace et le courage serein de dire "ça suffit" devant la violence instituée et l'anarchie. La violence doit être extirpée de notre pays, pas seulement dans ses effets, mais surtout dans ses causes. L'injustice, la faim et l'oppression sont les meilleurs porte-paroles de la violence.

Nous sommes opposés à l'injustice parce que nous aimons la paix. C'est en travaillant en faveur de la justice que l'on édifie la paix véritable.

Il n'est probablement rien de plus important aujourd'hui que de travailler à l'instauration de cette paix véritable dans le pays. Le gouvernement a plusieurs fois exprimé ce noble désir. Cependant, il est urgent que des mesures soient prises pour permettre au pays d'entrer dans une étape de paix sociale et de progrès économique. La violence trouve toujours sa source en marge de la loi. Il faut qu'entre en vigueur un régime démocratique et institutionnel soumettant tous ses actes aux dispositions supérieures de la Constitution. Il n'est pas logique que le gouvernement exige l'obéissance absolue de tous les citoyens aux lois et décrets qu'il promulgue. Si, le premier, il ne donne pas l'exemple de la soumission et de l'obéissance aux grands principes de notre Charte. Un gouvernement "de fait" doit, lui aussi, subordonner intégralement son activité aux normes juridiques de la Constitution s'il ne veut pas être qualifié de dictatorial. C'est au gouvernement qu'il incombe de faire le premier pas dans la voie du retour du pays aux règles constitutionnelles.

L'essor d'un régime démocratique n'est pas possible s'il n'existe pas en son sein un respect réel et effectif de l'opposition et si cette dernière ne fait pas preuve d'une attitude de prise en considération des normes constitutionnelles dans ses agissements. Personne n'a le monopole de la vérité. Si l'on n'accepte pas l'opposition dans les idées, exprimées en paroles par le biais des moyens de communication et les partis politiques, on court le risque de favoriser en fait des options pouvant facilement dégénérer en violence.

Nous ne voulons pas que cette dénonciation de la violence puisse être

interprétée dans une perspective négative et pessimiste pour l'avenir du pays. Le Peuple de Dieu tout entier est soucieux d'apporter une solution à ces problèmes, et pas seulement la hiérarchie de l'Eglise d'une façon qui serait paternaliste. C'est ainsi que nous avons déjà vu poindre dans notre peuple l'espoir et le désir d'une société plus humaine et plus chrétienne. Ce n'est pas nous, les prêtres et les religieux, qui sommes appelés à résoudre ces problèmes. C'est le peuple lui-même qui a la maturité suffisante et qui traduit dans les faits ce que nous expliquons en paroles. Quand des ouvriers entament un dialogue constructif et énergique avec le gouvernement pour défendre leurs droits, ils travaillent contre la violence. Quand des paysans s'unissent autour de leurs leaders naturels et de leurs catéchistes pour mieux travailler en commun et ne pas se laisser entraîner dans les combines des politicards, ils travaillent contre la violence. Les mineurs, eux aussi, donnent une grande leçon de maturité quand ils s'unissent pour la défense intransigeante de leurs droits syndicaux et quand ils refusent l'usage de la force. La jeunesse étudiante, enfin, avec son sens de la justice et de ses possibilités, est également garante de jours meilleurs pour la Patrie.

Notre espérance la plus solide est finalement le Christ qui s'est fait l'égal de tous dans la souffrance, qui n'a pas bénéficié d'un jugement équitable et qui n'a pas obtenu le droit de défense. Il n'a pas eu recours à des "combines" ou à des "relations" pour se sauver. Haï consciencieusement par les oppresseurs de tous les peuples, lui seul est la force de ceux qui refusent de s'appuyer sur les tanks, les mitrailleuses, les bombes, le terrorisme, l'argent des combines et de ceux qui, souvent, n'ont pas de tribunaux impartiaux.

Lui, dont le nom veut dire "Dieu libère" et qui est venu "annoncer la Bonne Nouvelle aux pauvres, proclamer aux captifs la libération et aux aveugles le retour à la vue" (20), Jésus nous ouvre les yeux en ces temps d'obscurité et aide notre peuple à trouver le chemin de la liberté. La liberté des fils de Dieu (21). La liberté que chante l'hymne national bolivien: "Plutôt mourir que de vivre en esclaves".

Que ce même Christ donne à tous les chrétiens la force de ne pas retomber à l'avenir dans un silence coupable et qu'il nous donne le courage d'agir dès maintenant de façon plus décidée en faveur d'une paix basée, non sur un "ordre" imposé, mais sur la justice (22).

(Suivent les 99 signatures)

(20) Luc 4,18

(21) "C'est pour que nous soyons vraiment libres que le Christ nous a libérés" (Galates 5,1)

(22) "La paix ne s'obtient que par la création d'un ordre nouveau comportant une justice plus grande entre les hommes" (Medellin, document Paix n°14a). Voir également le Concile Vatican II, constitution sur l'Eglise dans le monde de ce temps n°78

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source "DIAL")